

1^{er} septembre 2020

(20-5934)

Page: 1/13

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE – MÉTHODES D'AJUSTEMENT DES FRAIS
ET CERTAINES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES
IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE RUSSIE
(DEUXIÈME PLAINTÉ)**

**NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE AU TITRE DE
L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR
LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT
DES DIFFÉRENDS (MÉMORANDUM D'ACCORD) ET DE
LA RÈGLE 20 1) DES PROCÉDURES DE TRAVAIL
POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 28 août 2020 et adressée par la délégation de l'Union européenne, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du Mémoire d'accord, l'Union européenne notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Union européenne – Méthodes d'ajustement des frais et certaines mesures antidumping visant les importations en provenance de Russie (deuxième plainte)* (WT/DS494/R). Conformément à la règle 20 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, l'Union européenne dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

L'Union européenne limite son appel aux erreurs qu'elle juge être de graves erreurs de droit ou d'interprétation du droit qui doivent être corrigées. Le fait de ne pas faire appel d'une question n'a pas valeur de consentement.

Pour les raisons qu'elle développera dans ses communications à l'Organe d'appel, l'Union européenne fait appel des constatations, conclusions, décisions et recommandations du Groupe spécial, et demande que l'Organe d'appel les infirme, les modifie ou les déclare sans fondement et sans effet juridique, en ce qui concerne les erreurs de droit ou interprétations du droit ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial¹:

1 "MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS" "EN TANT QUE TELLE" ALLÉGUÉE

1.1 Existence, teneur précise, imputation, application générale et prospective

Voici ce que l'on peut raisonnablement décrire comme une voie dans le cadre de l'arbre décisionnel de l'Accord antidumping qui existe, comme en conviennent tant les parties que le Groupe spécial, puisqu'elle résulte des termes du traité et a été confirmée par la jurisprudence, et qui comprend les

¹ Les numéros de paragraphe indiqués dans la description des erreurs de droit du Groupe spécial présentée ci-après ont pour but de signaler la première occurrence de ces erreurs. Ces erreurs peuvent aussi figurer dans d'autres parties du rapport du Groupe spécial ou avoir des conséquences sur ces autres parties, et l'Union européenne fait aussi appel de toutes les constatations et conclusions qui découlent des erreurs faisant l'objet de l'appel ou qui reposent sur elles. L'Union européenne souligne aussi que les paragraphes énumérés dans la présente déclaration d'appel constituent uniquement une "liste indicative", conformément à la règle 20 2) d) iii) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*.

étapes suivantes: la valeur normale ne doit pas être établie sur la base des ventes intérieures, mais sur la base des coûts de production; les registres de la société faisant l'objet de l'enquête ne **tiennent pas compte raisonnablement** des frais associés à la production et à la vente du produit faisant l'objet de l'enquête pour un ou plusieurs éléments (**deuxième condition** de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping); les frais consignés sont rejetés; l'autorité chargée de l'enquête utilise des renseignements provenant d'un pays tiers; ces renseignements sont ajustés de façon qu'ils représentent les coûts de production dans le pays d'origine, sans qu'il soit nécessaire de réintroduire le registre précédemment rejeté.

Ce même arbre décisionnel est énoncé à nouveau dans la législation de droit interne de l'UE en matière antidumping dans certaines dispositions du Règlement antidumping de base de l'UE dont le Groupe spécial a constaté à juste titre qu'il était compatible avec les règles de l'OMC.

Si l'on devait examiner de manière hypothétique l'application répétée de ces dispositions par un Membre de l'OMC particulier dans, par exemple, une douzaine de cas, on pourrait les classer de différentes manières. Cependant, deux catégories sont pertinentes aux fins du présent appel: les cas dans lesquels la mesure "telle qu'appliquée" serait compatible avec les règles de l'OMC parce qu'elle serait conforme à toutes les dispositions susmentionnées; et les cas dans lesquels la mesure "telle qu'appliquée" serait incompatible avec les règles de l'OMC parce que la deuxième condition de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping aurait été appliquée de manière erronée (à savoir que l'autorité chargée de l'enquête aurait constaté que des frais consignés particuliers ne tenaient pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit visé par l'enquête, alors que c'était le cas en réalité).

La Russie **a défini** sa mesure alléguée (ce qu'on appelle la "méthode d'ajustement des frais") en décrivant la voie dans le cadre de l'arbre décisionnel susmentionnée (à la fois dans le droit de l'OMC et dans le droit de l'UE) et en ajoutant un élément additionnel: l'application **illicite** alléguée de la **deuxième condition** de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. La Russie a ajouté ce deuxième élément parce que, autrement, sa mesure alléguée consisterait uniquement en la voie dans le cadre de l'arbre décisionnel susmentionnée, ce qui signifierait qu'une fois que le Groupe spécial aurait confirmé que les dispositions pertinentes du Règlement antidumping de base de l'UE étaient compatibles avec les règles de l'OMC (ce qu'il a fait à juste titre), l'allégation "en tant que tel" de la Russie devrait nécessairement être rejetée parce qu'aucune mesure additionnelle n'existerait. En outre, la propre législation intérieure de la Russie en matière antidumping prévoit que la voie dans le cadre de l'arbre décisionnel susmentionnée est licite; c'est pourquoi la Russie était obligée d'ajouter l'élément additionnel allégué d'illicéité.

La Russie alléguait beaucoup plus que l'existence d'un ou plusieurs cas "tel qu'appliqué" relevant de la deuxième catégorie indiquée plus haut. Elle alléguait, en effet, que la Commission a secrètement légiféré (ou adopté une mesure semblable à une législation) d'une manière qui contredisait directement à la fois l'Accord antidumping et le Règlement antidumping de base de l'UE. Selon la Russie, c'est comme s'il existe, secrètement, quelque part au sein de la Commission, un document qui donne en quelque sorte pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête, même dans les cas où les registres **tiennent bien compte raisonnablement** des frais, de déterminer que les registres **ne tiennent pas compte raisonnablement** des frais. Il s'agit d'une allégation extrêmement grave qui remet en question la bonne foi de l'Union européenne. Elle est fausse. Manifestement, les faits auxquels le Groupe spécial fait référence ne peuvent pas étayer une telle qualification juridique.

Il apparaîtrait que le Groupe spécial et la Russie supposent que cela aurait pour **conséquence** que l'UE ne pourrait plus jamais suivre la voie particulière dans le cadre de l'arbre décisionnel susmentionnée dans une affaire concernant la Russie (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.37). Cela est manifestement incorrect. Chaque affaire dépend des faits qui s'y rapportent. Il n'est pas possible d'empêcher l'Union européenne, en termes généraux et abstraits, de suivre un parcours licite particulier dans le cadre de l'arbre décisionnel alors que cela serait justifié par les faits d'une affaire particulière.

Le Groupe spécial a examiné la question de savoir si la Russie avait démontré ou non l'existence et la teneur précise de la mesure alléguée, ainsi que l'imputation et l'application générale et prospective, dans la section 7.2.2.3 de son rapport. C'est cette section dans son ensemble, et en particulier la conclusion formulée au paragraphe 7.64 selon laquelle la Russie avait démontré l'existence et la teneur précise de la mesure alléguée (ainsi que l'imputation et l'application générale et prospective), qui comportent des erreurs de droit dans l'application du droit aux faits.

Différents éléments des erreurs de droit du Groupe spécial ressortent clairement de son analyse:

- Il apparaît que le Groupe spécial a considéré que la Russie était tenue de démontrer: l'existence, la teneur précise, l'imputation, et l'application générale et prospective. Mais il a **confondu** ces questions distinctes. Au paragraphe 7.25, il dit que l'existence est démontrée en établissant la teneur précise, l'imputation et l'application générale et prospective. Cela est incorrect. Il s'agit de questions distinctes. Un plaignant pourrait donner une description précise de sa mesure alléguée et un groupe spécial pourrait émettre un avis quant à la façon dont l'UE pourrait agir à l'avenir. Cela n'est pas la même chose que l'existence et ne peut pas être assimilée à elle. Dans la structure qui suit, le Groupe spécial examine la teneur précise (7.2.2.3.1), l'imputation (7.2.2.3.2) et l'application générale et prospective (7.2.2.3.3), mais il n'examine jamais spécifiquement et distinctement la question centrale en cause (celle de l'existence), avant de conclure que la mesure alléguée existe au paragraphe 7.64.
- Dans la description de la teneur précise supposée de la mesure alléguée telle qu'elle est définie par la Russie, le Groupe spécial **oscille** entre l'**exclusion** de l'élément d'**illicéité** et son **inclusion**. Cet élément est exclu au paragraphe 7.28 et inclus au paragraphe 7.30 et dans la note de bas de page 92 pour être de nouveau exclu aux paragraphes 7.44 et 7.57. Cette alternance entre une description et l'autre est inacceptable dans ce qui est supposé être une analyse de la "teneur précise".
- Au paragraphe 7.32, le Groupe spécial tente de résoudre cette question en disant que "selon [lui], la Russie veut dire" quelque chose d'"additionnel" et "sans rapport" avec la deuxième condition de la première phrase de l'article 2.2.1.1. Toutefois, le libellé utilisé par le Groupe spécial ("le point de savoir si les prix d'intrants consignés sont notablement bas, ou affectés par une réglementation des pouvoirs publics ou d'autres situations considérées par les autorités chargées de l'enquête comme des "distorsions" dans le pays d'origine") **peut** cadrer avec les quatre éléments de la deuxième condition, en fonction de faits d'une affaire particulière. À cet égard, on ne peut pas contester raisonnablement que le registre susceptible de ne pas satisfaire à la deuxième condition de la première phrase de l'article 2.2.1.1 puisse être un registre lié aux coûts des intrants. On ne peut pas non plus contester raisonnablement qu'un tel registre puisse ne pas respecter le critère requis parce le montant est anormalement bas, par exemple en raison de l'existence d'une relation n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence entre la société visée par l'enquête et le fournisseur de la matière première. On ne peut pas non plus contester raisonnablement que le fournisseur puisse être soit une entité privée soit l'État ou une entité dont le comportement est imputable à l'État. L'Accord antidumping traite la question de savoir si un dumping existe ou non, comme défini objectivement par le traité, et non des raisons pour lesquelles le dumping pourrait se produire. Ainsi, le libellé utilisé par le Groupe spécial ne révèle rien d'illicite en soi. Il n'a donc pas respecté la caractéristique centrale de la mesure alléguée telle qu'elle est définie par la Russie, à savoir l'élément additionnel allégué d'illicéité.
- Le Groupe spécial a considéré que l'existence d'un certain nombre de mesures "telles qu'appliquées" était **en elle-même suffisante** pour établir l'existence d'une mesure "en tant que telle". Cela ressort du paragraphe 7.36 de son rapport. Cela est incorrect.
- En tout état de cause, ce raisonnement ne peut pas être soutenu lorsqu'il n'a même pas été constaté que les mesures auxquelles il était fait référence étaient incompatibles avec les règles de l'OMC (ce qui est le cas pour toutes les mesures à l'exception d'une), en particulier quand cette incompatibilité fait partie de la **définition** donnée par le plaignant de la mesure alléguée. Aux paragraphes 7.38 à 7.47, le Groupe spécial examine 17 mesures antidumping spécifiques, mais ne formule aucune constatation indiquant qu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC.²

² L'Union européenne forme l'appel **conditionnel** ci-après. Si l'Organe d'appel considère que le Groupe spécial a formulé des constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne les mesures "telles qu'appliquées" (autres que la mesure "telle qu'appliquée" relative aux tubes et tuyaux soudés), par exemple (mais pas uniquement) au paragraphe 7.106 du rapport du Groupe spécial (*quod non*), alors l'Union européenne fait appel de ces constatations, parce que ces questions ne relevaient clairement pas du mandat du Groupe spécial. Ces questions ne sont pas couvertes par la demande d'établissement d'un groupe spécial et toute constatation de ce type serait donc incompatible avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord, qui prescrit

- S'agissant de l'examen de l'**imputation** (au paragraphe 7.48), le Groupe spécial est d'avis que les actes "tels qu'appliqués" sont imputables à l'UE (ce qui est vrai) et qu'ils "**font partie**" de la mesure "en tant que telle" alléguée. Cela est manifestement incorrect. La Russie n'a même jamais allégué que les actes "tels qu'appliqués" "[faisaient] partie" de la mesure "en tant que telle" alléguée. En fait, elle a allégué que les actes "tels qu'appliqués" étaient des cas d'application de la mesure "en tant que telle" alléguée. Ce faisant, elle a simplement supposé l'existence de la mesure "en tant que telle". Comme l'UE l'a expliqué au Groupe spécial, la difficulté pour la Russie est que l'élément allégué d'illicéité faisait partie de sa propre définition, mais qu'il n'a même pas été démontré en ce qui concerne les mesures "telles qu'appliquées" (à l'exception d'une, selon le Groupe spécial). La vérité est qu'il n'y avait aucun élément de preuve concernant l'imputation parce que la mesure "en tant que telle" n'existe pas. Le Groupe spécial n'avait pas le droit d'ignorer cette vérité par le moyen manifestement erroné employé au paragraphe 7.48.
- Au paragraphe 7.54, le Groupe spécial a clairement mal compris le concept d'"**application générale**". Si un Membre exportateur fait quelque chose en particulier plusieurs fois, et que l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre exportateur réagit en conséquence, il ne s'ensuit pas qu'il s'agit d'une mesure d'"application générale" ayant cette teneur précise. Les mesures d'application générale sont les dispositions de l'Accord antidumping et du Règlement antidumping de base de l'UE qui énoncent la voie particulière dans le cadre de l'arbre décisionnel. Elles sont d'application générale parce qu'elles **s'appliquent toujours** aux configurations factuelles futures, conduisant à un résultat ou à l'autre. Plusieurs mesures "telles qu'appliquées" n'équivalent pas à une généralité dans ce sens.
- Le Groupe spécial a en outre clairement mal compris le concept d'application "**prospective**" (aux paragraphes 7.55 et suivants). Il est correct de dire qu'un résultat particulier n'a pas besoin d'être certain; mais l'essence même d'une mesure appliquée de manière prospective est qu'elle sera appliquée à toutes les futures configurations factuelles, conduisant à un résultat ou à un autre. Dans ce contexte, faisant référence à la jurisprudence de la Cour européenne de justice, le Groupe spécial rejette à juste titre l'affirmation selon laquelle dans sa définition de la mesure "en tant que telle" alléguée, la Russie a identifié un "principe de droit" de l'UE, parce que ce n'est à l'évidence pas le cas (paragraphe 7.61). Cependant, le Groupe spécial fait aussi référence au fait que l'autorité chargée de l'enquête de l'UE s'est appuyée sur cette jurisprudence. Mais les seules à être appliquées de manière prospective sont les dispositions de l'Accord antidumping et du Règlement antidumping de base de l'UE qui tracent la voie particulière dans le cadre de l'arbre décisionnel; une fois encore le Groupe spécial omet toute référence à l'élément illicite allégué de la mesure telle qu'elle est définie par la Russie.

Les traités de l'OMC établissent clairement que les procédures de règlement des différends doivent concerner une "mesure" d'un autre Membre. Cela ressort clairement, notamment, mais pas uniquement, de l'article 3:3 du Mémoire d'accord, qui emploie les termes "mesures prises par un autre Membre". Comme cela est confirmé par la jurisprudence, un plaignant doit démontrer l'existence d'une "mesure" alléguée et ce qu'est supposé être la teneur précise de cette mesure, ainsi que l'imputation au Membre défendeur; et il faut aussi démontrer qu'une mesure "en tant que telle" alléguée est appliquée de manière générale et prospective.

Pour ces raisons, les conclusions formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.64 (et 8.1 a) i)) selon lesquelles la Russie a démontré l'existence, la teneur précise, l'imputation et l'application générale et prospective de la mesure "en tant que telle" alléguée, telle qu'elle est définie par la Russie, constituent des erreurs de droit dans l'application du droit (notamment l'article 3:3 du Mémoire d'accord) aux faits, et devraient être infirmées. Une infirmation concernant l'**une quelconque de ces cinq prescriptions** nécessiterait d'infirmar la totalité des constatations du Groupe spécial concernant cette allégation "en tant que tel".

Par conséquent, une infirmation concernant l'un quelconque ou plusieurs de ces cinq points nécessiterait que les constatations et conclusions ultérieures du Groupe spécial concernant l'incompatibilité supposée de la mesure "en tant que telle" alléguée avec les règles de l'OMC soient également infirmées ou déclarées sans fondement et sans effet juridique (section 7.2.4.3, en

qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures spécifiques en cause et contienne un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

particulier le paragraphe 7.107; section 7.2.6.2, en particulier le paragraphe 7.131; paragraphes 8.1 a) ii) et 8.1 a) iv)).

1.2 Critère juridique au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping

L'Union européenne fait appel de l'exposé du critère juridique au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping présenté par le Groupe spécial dans la section 7.2.4.2 de son rapport (et mentionné au paragraphe 7.238) parce qu'il est **incomplet**. Cela représente une erreur dans l'interprétation du droit. Les circonstances suivantes peuvent aboutir à des données anormales et non fiables et peuvent être pertinentes pour l'application de la première phrase de l'article 2.2.1.1:

- des importations en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État³;
- le recours à des taux de change multiples qui constitue une forme de dumping obtenue par le moyen d'une dévaluation partielle de la monnaie, en tant que pratiques qui sont le fait de gouvernements ou qui sont approuvées par eux⁴;
- l'absence de ventes intérieures⁵;
- des ventes intérieures qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison du prix⁶;
- des ventes intérieures qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales pour une autre raison que le prix⁷;
- des ventes intérieures qui, d'une autre manière, ne sont pas comparables⁸;
- une situation particulière du marché⁹;
- un faible volume des ventes intérieures¹⁰;
- un prix à destination d'un pays tiers qui n'est pas approprié¹¹;
- un prix à destination d'un pays tiers qui n'est pas représentatif¹²;
- un prix à destination d'un pays tiers qui ne relève pas d'opérations commerciales normales en raison du prix¹³;
- un prix à destination d'un pays tiers qui ne relève pas d'opérations commerciales normales pour une autre raison que le prix¹⁴;
- un prix à destination d'un pays tiers qui, d'une autre manière, n'est pas comparable¹⁵;

³ GATT de 1994, article VI:1, note additionnelle relative au paragraphe 1, deuxième paragraphe.

⁴ GATT de 1994, note additionnelle relative aux paragraphes 2 et 3, deuxième paragraphe.

⁵ GATT de 1994, article VI:1 b); Accord antidumping, article 2.2.

⁶ GATT de 1994, article VI:1 a); Accord antidumping, article 2.1, 2.2 et 2.2.1.

⁷ GATT de 1994, article VI:1 a); Accord antidumping, article 2.1 et 2.2.

⁸ GATT de 1994, article VI:1 a); Accord antidumping, article 2.1.

⁹ Accord antidumping, article 2.2.

¹⁰ Accord antidumping, article 2.2 et note de bas de page 2.

¹¹ Accord antidumping, article 2.2.

¹² Accord antidumping, article 2.2.

¹³ Accord antidumping, article 2.2 et 2.2.1.

¹⁴ GATT de 1994, article VI:1 b) i); Accord antidumping, article 2.2.

¹⁵ GATT de 1994, article VI:1 b) i); Accord antidumping, article 2.2.

- des registres qui ne sont pas tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur¹⁶;
- des registres qui ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré¹⁷;
- des registres qui ne représentent pas ou ne reproduisent pas convenablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur visé par l'enquête qui ont une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré¹⁸;
- des registres qui sont non fiables ou inexacts, ou qui ne prennent pas en compte tous les frais engagés, ou qui surévaluent ou sous-évaluent les frais engagés, ou qui ne sont pas exacts ou fidèles dans des limites acceptables¹⁹;
- des transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence qui affectent la fiabilité des frais consignés²⁰;
- d'autres pratiques qui affectent la fiabilité des frais consignés²¹;
- des répartitions des frais qui n'ont pas été traditionnellement utilisées par l'exportateur ou le producteur²²;
- l'utilisation de périodes inappropriées d'amortissement et de dépréciation et d'ajustements inappropriés concernant les dépenses en capital et autres frais de développement²³;
- des éléments non renouvelables des frais dont bénéficie la production future et/ou courante pour lesquels des ajustements appropriés n'ont pas été faits²⁴;
- des circonstances dans lesquelles les frais ont été affectés, pendant la période couverte par l'enquête, par des opérations de démarrage d'une production, pour lesquelles des ajustements appropriés n'ont pas été faits²⁵;
- toutes différences affectant la comparabilité des prix dont il n'a pas été dûment tenu compte²⁶;
- des fluctuations des taux de change (qui ne doivent pas être prises en considération)²⁷;
- des mouvements durables des taux de change enregistrés pendant la période couverte par l'enquête, au cours des 60 derniers jours²⁸;

¹⁶ Accord antidumping, article 2.2 et 2.2.1.1.

¹⁷ GATT de 1994, article VI:1 b) ii); Accord antidumping, article 2.2 et 2.2.1.1. Voir aussi: rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 7.250 à 324; rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.393; rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.481.

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.56.

¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 6.56 (l'interprétation du Groupe spécial n'est pas contraire à l'interprétation de l'Organe d'appel) et 6.41; et rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.242 et note de bas de page 400.

²⁰ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 6.56 (l'interprétation du Groupe spécial n'est pas contraire à l'interprétation de l'Organe d'appel) et 6.41; et rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.242 et note de bas de page 400. Voir aussi: Accord antidumping, article 2.3 ("association ou ... arrangement de compensation"); rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 159 à 180.

²¹ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 6.56 (l'interprétation du Groupe spécial n'est pas contraire à l'interprétation de l'Organe d'appel) et 6.41; et rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.242 et note de bas de page 400.

²² Accord antidumping, article 2.2 et 2.2.1.1.

²³ Accord antidumping, article 2.2 et 2.2.1.1.

²⁴ Accord antidumping, article 2.2 et 2.2.1.1.

²⁵ Accord antidumping, article 2.2 et 2.2.1.1.

²⁶ GATT de 1994, article VI:1 et 2; Accord antidumping, article 2.4 et note de bas de page 7.

²⁷ Accord antidumping, article 2.4.1.

²⁸ Accord antidumping, article 2.4.1.

- toute autre situation anormale affectant la comparabilité.²⁹

1.3 Application du critère juridique au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping

L'Union européenne fait appel de l'application par le Groupe spécial du critère juridique au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping figurant dans la section 7.2.4.3 et aux paragraphes 7.97 à 7.107 et 8.1 a) ii) du rapport du Groupe spécial. En particulier, le Groupe spécial a eu tort de conclure que "les raisons qui sous-tend[aient] le rejet des frais consignés au titre de la méthode d'ajustement des frais ne [pouvaient] pas être distinguées" de celles considérées dans deux affaires antérieures "tel qu'appliqué" (paragraphe 7.101); et que la méthode d'ajustement des frais impliquait une évaluation du "caractère raisonnable" des frais pertinents (paragraphe 7.102).

1.4 Critère juridique applicable au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping

L'Union européenne fait appel de l'exposé du critère juridique au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping présenté par le Groupe spécial dans la section 7.2.6.2 de son rapport parce qu'il est **incomplet**. Cela représente une erreur dans l'interprétation du droit. Le Groupe spécial aurait dû inclure une déclaration indiquant que, pour ajuster des renseignements ou des données d'un pays tiers, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de réutiliser des données ou des renseignements qui ont déjà été licitement rejetés, ou de revenir à un calcul ou un résultat qui est le même que le calcul ou le résultat qui découlerait de l'utilisation de ces données ou renseignements licitement rejetés. Il n'aurait pas dû rejeter cet aspect du critère juridique comme étant "non pertinent", comme il l'a fait au paragraphe 7.130 (lequel est inclus dans le présent appel).

L'Union européenne fait également appel de la déclaration du Groupe spécial selon laquelle le fait d'effectuer un tel ajustement ne dépendrait pas du point de savoir si ces ajustements ont été invoqués et justifiés par les sociétés visées par l'enquête (paragraphe 7.129).

1.5 Application du critère juridique applicable au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping

L'Union européenne fait appel de l'application par le Groupe spécial du critère juridique au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping figurant dans la section 7.2.6.3 et aux paragraphes 7.124 à 7.131 et 8.1 a) iv) du rapport du Groupe spécial. En particulier, bien que le Groupe spécial soit supposé examiner la mesure "en tant que telle" alléguée, il effectue son évaluation en se référant aux mesures "telles qu'appliquées" (paragraphe 7.124, dernière phrase). Il affirme qu'il n'y a aucune **explication** sur la manière dont les informations à l'extérieur du pays sont ajustées pour refléter les frais dans le pays d'origine. Toutefois, il est complètement surréaliste que la Russie définisse une mesure alléguée (qui n'existe pas) comme n'incluant pas quelque chose; et que le Groupe spécial constate ensuite que l'absence (ou la non-existence) de ce quelque chose rend la mesure alléguée incompatible avec les règles de l'OMC. Il n'y a aucune explication "en tant que tel" parce qu'il n'y a aucune mesure "en tant que telle". Dans les mesures "telles qu'appliquées", l'Union européenne explique qu'elle utilise des informations à l'extérieur du pays comme valeur de remplacement pour les frais dans le pays d'origine, qui sont ensuite ajustées pour supprimer les éléments spécifiques au pays tiers (comme les taxes), permettant d'obtenir, par définition, une valeur de remplacement pour les frais dans le pays d'origine. Elle n'est pas tenue d'effectuer un ajustement qui ramène aux données qui avaient été rejetées à juste titre.

Le Groupe spécial aurait dû inclure une déclaration indiquant que, pour ajuster des renseignements ou des données d'un pays tiers, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de réutiliser des données ou des renseignements qui ont déjà été licitement rejetés, ou de revenir à un calcul ou un résultat qui est le même que le calcul ou le résultat qui découlerait de l'utilisation de ces données ou renseignements licitement rejetés. Il n'aurait pas dû rejeter cet aspect du critère juridique comme étant "non pertinent", comme il l'a fait au paragraphe 7.130 (lequel est inclus dans le présent appel).

²⁹ GATT de 1994, article VI:1 et 2; Accord antidumping, article 2.1, 2.2 et 2.4.

L'Union européenne fait également appel de la déclaration du Groupe spécial selon laquelle le fait d'effectuer un tel ajustement ne dépendrait pas du point de savoir si ces ajustements ont été invoqués et justifiés par les sociétés visées par l'enquête (paragraphe 7.129).

2 ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES IMPORTATIONS DE CERTAINS TUBES ET TUYAUX SOUDÉS

2.1 Allégation d'incompatibilité avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping

L'Union européenne fait appel des constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure en cause est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, figurant dans les sections 7.6.2.2 et 7.6.2.3 et aux paragraphes 7.238 à 7.253 et 8.1 f) i) de son rapport. Ces constatations sont entachées des mêmes erreurs d'interprétation et d'application que celles que le Groupe spécial a commises dans son évaluation de la mesure "en tant que telle" alléguée. L'Union européenne a appliqué correctement la disposition pertinente dans la mesure en cause. Elle n'a pas appliqué un critère du "caractère raisonnable" (paragraphes 7.242 et 7.243). La nature de la mesure des pouvoirs publics était différente de celle de l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* (paragraphe 7.246). Le Groupe spécial n'a pas dûment évalué les documents associés à l'accession à l'OMC de la Russie (paragraphe 7.251).

2.2 Allégation d'incompatibilité avec l'article 2.1.1 de l'Accord antidumping

L'Union européenne fait appel des constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure en cause est incompatible avec l'article 2.1.1 de l'Accord antidumping figurant dans les sections 7.2.5.7 et 7.2.5.8 et aux paragraphes 7.259 à 7.262 et 8.1 f) ii) de son rapport. Ces constatations sont entachées des mêmes erreurs d'interprétation et d'application que celles que le Groupe spécial a commises dans son évaluation de la mesure "en tant que telle" alléguée. Elles sont également fondées sur les constatations erronées du Groupe spécial concernant la question précédente et sont pour l'essentiel corollaires de celles-ci.

2.3 Allégation d'incompatibilité avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

L'Union européenne fait appel des constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure en cause est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping figurant dans la section 7.6.4 et aux paragraphes 7.263 à 7.274 et 8.1 f) iii) de son rapport. Ces constatations sont entachées des mêmes erreurs d'interprétation et d'application que celles que le Groupe spécial a commises dans son évaluation de la mesure "en tant que telle" alléguée. Elles sont également fondées sur les constatations erronées du Groupe spécial concernant les deux questions précédentes et sont pour l'essentiel corollaires de celles-ci.

3 ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES IMPORTATIONS DE NITRATE D'AMMONIUM EN PROVENANCE DE RUSSIE ("MESURES RELATIVES AU NITRATE D'AMMONIUM")

3.1 Décision préliminaire du Groupe spécial (annexe D-1 du rapport)

3.1.1 Appels inconditionnels concernant la décision préliminaire

L'Union européenne fait appel, à titre inconditionnel, de la décision préliminaire du Groupe spécial selon laquelle, s'agissant de l'allégation n° 2 concernant les mesures relatives au nitrate d'ammonium, la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord.³⁰ Par cette décision, le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 6:2 du Mémoire d'accord en faisant l'amalgame entre les deux prescriptions distinctes imposant d'indiquer les "mesures spécifiques en cause" et de "[fournir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". En substance, il a constaté qu'une demande

³⁰ Annexe D-1, paragraphes 4.38 et 5.1.

d'établissement d'un groupe spécial pouvait indiquer la mesure spécifique en cause en indiquant le fondement juridique de la plainte. Selon l'approche du Groupe spécial, le défendeur est tenu de deviner, sur la base des *allégations*, quelle *mesure* ou quels aspects de la mesure sont contestés.³¹

En outre, le Groupe spécial a fait erreur dans l'*application* de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Lorsqu'il a appliqué son interprétation erronée de l'article 6:2, spécifiquement en ce qui concerne la prescription imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause, le Groupe spécial a accepté que la mesure en cause pouvait être identifiée simplement comme étant l'"ouverture" d'un réexamen à l'expiration (une étape obligatoire dans tout réexamen à l'expiration), sans la moindre indication d'un quelconque aspect de cette ouverture qui donnerait lieu à une incompatibilité avec les règles de l'OMC, et qu'il pouvait être remédié à l'absence d'une telle indication par référence aux allégations juridiques formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et/ou la première communication écrite.³²

3.1.2 Appels conditionnels concernant la décision préliminaire

Ensuite, l'Union européenne fait appel, à titre conditionnel, de plusieurs autres aspects de la décision préliminaire du Groupe spécial. Cette partie de l'appel est subordonnée à une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne l'allégation pertinente, sur la base de tout appel de la Russie. Dans les paragraphes suivants, l'Union européenne indique les aspects spécifiques de la décision préliminaire faisant l'objet de l'appel conditionnel, ainsi que les allégations pertinentes.

Premièrement, en ce qui concerne les allégations n° 1, 9 et 17 concernant les mesures relatives au nitrate d'ammonium, le Groupe spécial a fait erreur dans l'application des articles 4:4 et 6:2 du Mémoire d'accord.

Spécifiquement, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les allégations ci-après faisaient partie de son mandat:

1. allégation n° 1 (une allégation portant spécifiquement sur la gamme de produits visés par les mesures en cause) dans la mesure où elle se rapporte au nitrate d'ammonium de qualité industrielle, un ensemble de produits qui n'est pas du tout mentionné dans la demande de consultation de la Russie;
2. allégation n° 9, dans la mesure où elle englobe l'article 6.10 de l'Accord antidumping, une disposition qui n'était pas du tout mentionnée dans la demande de consultations de la Russie;
3. allégation n° 17, dans la mesure où elle englobe l'article 6.2 de l'Accord antidumping, une disposition qui n'était pas du tout mentionnée dans la demande de consultation de la Russie.

Le Groupe spécial a fait erreur concernant chacun de ces aspects de la décision préliminaire en constatant que certains éléments de l'argumentation de la Russie faisaient partie des mesures en cause et/ou du fondement juridique de la plainte même s'il était convenu avec l'Union européenne que ces éléments n'étaient pas du tout mentionnés dans la demande de consultations de la Russie.³³ En outre, il a fait erreur en supposant simplement, sans exiger la moindre base factuelle pour cette affirmation ou supposition, que ces éléments étaient "raisonnablement le prolongement" des

³¹ Annexe D-1, paragraphes 4.30 à 4.32 (en particulier, le paragraphe 4.31: "Nous lisons cela comme indiquant que, bien que la simple énumération des dispositions des Accords de l'OMC ne soit normalement pas suffisante pour "énoncer clairement le problème", l'obligation figurant dans une disposition particulière peut néanmoins être suffisamment spécifique pour permettre au défendeur de comprendre ce qui est en jeu et préparer sa défense.").

³² Annexe D-1, paragraphes 4.36 à 4.38.

³³ Le Groupe spécial est convenu que ces éléments n'étaient pas présents dans la demande de consultations: annexe D-1, paragraphes 3.7 (allégation n° 1 et nitrate d'ammonium de qualité industrielle), 3.24 (allégation n° 9 et article 6.10) et 3.35 (allégation n° 17 et article 6.2). Il a néanmoins conclu que ces éléments relevaient de son mandat: annexe D-1, paragraphes 3.10 (allégation n° 1 et nitrate d'ammonium de qualité industrielle), 3.25 (allégation n° 9 et article 6.10) et 3.39 (allégation n° 17 et article 6.2), ainsi que paragraphe 5.1.

consultations.³⁴ Il a également fait erreur concernant l'élargissement de l'allégation n° 1 au nitrate d'ammonium de qualité industrielle en constatant que l'essence du différend n'était pas modifiée, malgré le fait que l'essence même de l'allégation n° 1 était l'élargissement allégué de la gamme de produits visés par les mesures à certains produits par l'autorité chargée de l'enquête.³⁵ Il a fait erreur concernant l'élargissement de l'allégation n° 9 à l'article 6.10 en constatant que le différend pouvait être élargi à cet article, qui n'était pas mentionné dans la demande de consultations, sur la simple base que l'allégation au titre de l'article 6.10 était "étroitement liée aux autres allégations [que la Russie] formul[ait]" et qu'"il appar[issait] que la question faisant l'objet du différend et les circonstances factuelles conduisant à la violation alléguée [étaient] étroitement liées".³⁶ Il a pareillement fait erreur concernant l'élargissement de l'allégation n° 17 à l'article 6.2 en constatant que l'ajout de cet article ne modifiait pas l'essence du différend sur la simple base que les obligations énoncées à l'article 6.2 étaient "étroitement liées" à celles qui étaient énoncées à l'article 6.1.3 et 6.4.³⁷

Du fait de ces erreurs, le Groupe spécial a permis à la Russie d'élargir de manière illicite la portée du différend, en violation des prescriptions des articles 4:4 et 6:2 du Mémoire d'accord.

3.2 Allégation n° 2 (fait allégué de ne pas s'être assuré que la demande de réexamen à l'expiration était dûment justifiée, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping)

Lorsque le Groupe spécial a constaté, s'agissant de l'allégation n° 2 de la Russie concernant les mesures relatives au nitrate d'ammonium, que l'Union européenne avait enfreint l'article 11.3 de l'Accord antidumping "en ne vérifiant pas si la valeur normale construite incluse dans la demande était basée sur le coût de production dans le pays d'origine et, par conséquent, en ne s'assurant pas que la demande de réexamen était dûment justifiée"³⁸, il a fait erreur dans l'application de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que, pour s'assurer que la demande de réexamen à l'expiration était dûment justifiée, la Commission était tenue de déterminer et d'indiquer, dans l'avis d'ouverture de l'enquête, si la valeur normale calculée par le requérant et présentée dans sa demande de réexamen à l'expiration des mesures était basée sur le coût de production dans le pays d'origine, indépendamment de la pertinence de ce calcul pour l'évaluation par la Commission de la probabilité que le dumping se reproduirait.

Ce faisant, il a donné une lecture de l'article 11.3 qui incluait une prescription n'y figurant pas (c'est-à-dire une prescription imposant de développer certaines questions dans l'avis d'ouverture de l'enquête). En outre, il a contredit sa propre formulation correcte du critère juridique prévu à l'article 11.3, selon laquelle "[i]l n'[était] pas nécessaire que [la demande de réexamen à l'expiration] démontre d'une manière certaine que, en cas d'expiration des mesures, il [était] probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient."³⁹ Pour le Groupe spécial, afin de s'assurer que la demande de réexamen à l'expiration était dûment justifiée, la Commission était tenue, au stade de l'ouverture de l'enquête, d'approuver chaque affirmation fournie dans la demande et de donner une explication motivée de la raison pour laquelle il le faisait. Le Groupe spécial a donc amalgamé les prescriptions en matière de preuve imposées au stade de l'ouverture de l'enquête avec celles qui étaient imposées au stade de la détermination finale.

Le Groupe spécial a fait aussi erreur en n'examinant même pas la pertinence des calculs de la marge de dumping présentés par le requérant pour la décision de la Commission d'ouvrir le réexamen à l'expiration. Il a simplement supposé que "la Commission européenne [avait] accepté comme élément de preuve du "dumping" et de la "probabilité que le dumping se reproduirait" le calcul fait par les requérants"⁴⁰ et que, par conséquent, la Commission [avait] choisi "de s'appuyer sur des hypothèses faites par le requérant."⁴¹ Cette approche contredit clairement la propre constatation du Groupe spécial selon laquelle "aucun calcul de la marge de dumping n'a été effectué au cours du

³⁴ Annexe D-1, paragraphes 3.9 et 3.10 (allégation n° 1 et nitrate d'ammonium de qualité industrielle), 3.19 à 3.22 et 3.25 (allégation n° 9 et article 6.10), et 3.39 (allégation n° 17 et article 6.2).

³⁵ Annexe D-1, paragraphe 3.8.

³⁶ Annexe D-1, paragraphe 3.24.

³⁷ Annexe D-1, paragraphes 3.37 à 3.39.

³⁸ Paragraphes 7.349 et 8.1 g) ii).

³⁹ Paragraphe 7.333.

⁴⁰ Paragraphe 7.346.

⁴¹ Paragraphe 7.348.

réexamen à l'expiration".⁴² Étant donné que, comme le Groupe spécial l'a lui-même constaté, la détermination de la probabilité de la Commission n'était pas du tout fondée sur un calcul de la marge de dumping (y compris un calcul d'une valeur normale construite en Russie), le Groupe spécial a, à tout le moins, eu tort de supposer qu'un calcul de la marge de dumping fourni dans la requête était pertinent pour la décision de la Commission d'ouvrir le réexamen à l'expiration.

Enfin, le Groupe spécial a fait erreur en n'expliquant pas pourquoi, même en supposant pour les besoins de l'argumentation que le calcul de la marge de dumping des requérants était pertinent pour la décision de la Commission d'ouvrir le réexamen à l'expiration, il était nécessaire que celle-ci détermine (et explique dans l'avis d'ouverture de l'enquête), dès le stade de l'ouverture de l'enquête, que ce calcul était basé sur le coût de production dans le pays d'origine.

3.3 Allégation n° 16 (retards allégués dans la mise à disposition des éléments de preuve présentés par écrit par des parties intéressées, en violation de l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping)

Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping en constatant que l'obligation de mettre dans les moindres délais à disposition "les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée" comprenait une obligation de fournir dans les moindres délais "l'accès au dossier", dans l'abstrait, indépendamment de tout élément de preuve spécifique.⁴³ En d'autres termes, il a conclu que l'article 6.1.2 pouvait être enfreint par un retard allégué dans la fourniture de "l'accès au dossier" même lorsque ce retard allégué ne concernait aucun élément de preuve spécifique, voire même lorsqu'aucun (nouvel) élément de preuve n'avait été présenté par une partie intéressée.

Par ailleurs, le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping en n'examinant pas ou en ne prenant pas en compte, pour décider si les éléments de preuve avaient ou non été "mis à disposition dans les moindres délais", le fait que les parties intéressées avaient pu faire des exposés peu après avoir reçu les éléments de preuve en cause⁴⁴, et en ne donnant donc pas un poids approprié au contexte de la procédure en question et aux possibilités qu'avaient eues les parties de participer à l'enquête après que les éléments de preuve étaient devenus disponibles.⁴⁵

De plus, le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits lorsqu'il a souscrit aux quatre allégations individuelles de la Russie concernant la violation de l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping, pour les raisons suivantes:

- le Groupe spécial a compté à tort, comme faisant partie des retards allégués, les périodes entre l'insertion de documents dans le dossier non confidentiel et la consultation effective de ces documents par les parties intéressées, ce qui n'était pas imputable à la Commission.⁴⁶ Par exemple, il a compté le deuxième retard allégué à partir de la demande d'accès au dossier présentée par l'ARPE et la consultation effective du dossier par l'ARPE⁴⁷;
- le Groupe spécial a inversé la charge de la preuve en exigeant de l'Union européenne qu'elle démontre quelles parties des retards allégués devraient être imputées aux parties intéressées⁴⁸;
- en ce qui concerne le premier cas de retard allégué, le Groupe spécial n'a pas tenu compte des possibilités réelles d'obtenir l'accès aux deux communications en cause (datées des 10 et 20 mars) au moment de la demande initiale d'accès au dossier (10 mars). Spécifiquement, si l'accès avait été accordé au cours de la semaine du 10 mars, aucune de

⁴² Paragraphes 7.525 à 7.528.

⁴³ Paragraphes 7.612 à 7.615.

⁴⁴ Section 7.7.6.1.2.

⁴⁵ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.583.

⁴⁶ Paragraphes 7.609 à 7.611.

⁴⁷ Paragraphe 7.609 b).

⁴⁸ Paragraphe 7.609 b).

ces deux communications n'aurait pu être incluse dans le dossier non confidentiel à ce moment-là⁴⁹;

- le Groupe spécial a constaté des retards dans la mise à disposition des éléments de preuve aux parties intéressées même si aucun élément de preuve n'avait été indiqué par la Russie⁵⁰;
- pour ce qui est des troisième et quatrième cas de retard allégué, le Groupe spécial a, à tort et sans que les éléments de preuve ne le justifient, assimilé la consultation effective par l'ARPE de la communication pertinente à la date d'insertion de la communication dans le dossier non confidentiel. Il a également compté à tort le retard allégué à partir de la date de la communication, et non à partir de celle à laquelle la Commission a reçu la communication⁵¹;
- pour le quatrième retard allégué, le Groupe spécial n'a pas tenu compte du fait non contesté que la communication pertinente (datée du 12 mai, reçue le 14 mai) n'avait même pas encore été reçue par la Commission à la date de la première consultation du dossier non confidentiel par l'ARPE (13 mai).⁵²

3.4 Allégation n° 17 (fait allégué de ne pas avoir mis le texte intégral de la requête à la disposition des parties intéressées dès l'ouverture du réexamen à l'expiration, en violation de l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping)

Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping lorsqu'il a constaté que l'Union européenne ne s'était pas conformée à son obligation de mettre le texte intégral de la requête à la disposition des parties intéressées dès l'ouverture du réexamen à l'expiration.⁵³

Premièrement, le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 6.1.3 en constatant que l'obligation de divulgation y figurant faisait référence à un document spécifique (une certaine version de la demande de réexamen à l'expiration), par opposition au "texte", c'est-à-dire au contenu textuel, de la demande d'ouverture de l'enquête.⁵⁴

Deuxièmement, le Groupe spécial a fait erreur dans l'application de l'article 6.1.3, parce qu'il a constaté que le document que la Commission était tenue de mettre à disposition était la version de la requête datée du 28 mars 2013, indépendamment du point de savoir si celle-ci s'était appuyée sur ce document pour ouvrir le réexamen à l'expiration. Ce qui est frappant c'est qu'il a formulé cette constatation même s'il est convenu avec l'Union européenne que "la "demande" qui [devait] être divulguée au titre de l'article 6.1.3, et qui constitu[ait] les renseignements "pertinents" que l'autorité [avait] effectivement "utilis[és]" au sens de l'article 6.4, [était] celle sur la base de laquelle le réexamen à l'expiration [avait] été engagé."⁵⁵

En cas d'appel incident par la Russie, l'Union européenne se réserve le droit, en répondant à cet appel incident, de ne pas souscrire à toute déclaration formulée dans le rapport du Groupe spécial au sujet d'une question sur laquelle l'Union européenne a prévalu.

En formant le présent appel, conformément à l'article 16:4 du Mémoire d'accord et à la règle 20 1) des Procédures de travail pour l'examen de l'appel, l'Union européenne est consciente que, en fait, temporairement, il y a actuellement un nombre insuffisant de membres de l'Organe d'appel pour constituer une section en raison de l'obstruction par les États-Unis aux désignations. Dans ces circonstances, l'Union européenne est prête, comme elle le sera toujours, à passer, conjointement avec la Fédération de Russie, au règlement final du différend dans le cadre d'une

⁴⁹ Paragraphe 7.609 a).

⁵⁰ Paragraphes 7.609 b), et 7.612 à 7.615.

⁵¹ Paragraphe 7.609 c).

⁵² Paragraphe 7.609 c).

⁵³ Paragraphes 7.625 et 8.1. g) xiii).

⁵⁴ Paragraphe 7.624.

⁵⁵ Paragraphes 7.623 et 7.624, et note de bas de page 956.

procédure d'appel au titre de l'article 25 du Mémoire d'accord, sur une base réciproque, sur la base de l'arrangement multipartite provisoire ("AMPA") et d'un accord d'arbitrage, comme cela est prévu dans les procédures par défaut types convenues qui figurent à l'annexe 1 de l'AMPA.⁵⁶

Dans ces circonstances exceptionnelles, et pour assurer l'équité et le bon déroulement d'une procédure d'appel, conformément à la règle 16 1) et 2) des Procédures de travail de l'Organe d'appel, l'Union européenne attendra de nouvelles instructions de la section, lorsqu'elle pourra éventuellement être constituée, ou de l'Organe d'appel, concernant toutes autres mesures devant être prises par l'Union européenne dans le présent appel.⁵⁷

⁵⁶ JOB/DSB/1/Add.12, 30 avril 2020.

⁵⁷ En l'absence desquelles, le présent document est aussi réputé constituer la communication en tant qu'appelant de l'UE.